

## CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE SUR LES RÉMUNÉRATIONS DES ÉTRANGERS

## FANAPLAST &amp; PASCAL REMY CONTRE LA RDC, LA DGC ET CRT

COUR D'APPEL DE KINSHASA/GOMBE - ARRÊT RAA 073 DU 12/12/1994

## NOTES D'OBSERVATIONS

A l'occasion de contrôle et vérification fiscaux sur les contributions exceptionnelles sur les rémunérations des expatriés, la Direction Générale des Contributions fixe d'autorité la base minimum imposable à cette contribution. La décision de la Direction Générale des Contributions, fixant d'office une base minimum de rémunération de Monsieur Rémy Pascal à 500.000 NZ, viole de façon générale les dispositions constitutionnelles et légales ci-après :

1. L'article 34 de l'acte constitutionnel de la transition, en vigueur par l'effet de l'article 13 du décret-loi n°003 du 27 mai 1997 relatif à l'organisation et l'exercice du pouvoir en République Démocratique du Congo, et les principes généraux en ce que, hormis les droits politiques et sous réserves des réciprocités, les étrangers exerçant leurs activités au Congo jouissent de mêmes droits fondamentaux que les étrangers. En instituant un impôt spécifique pour les étrangers, le législateur congolais, dit la Cour, a violé ce principe.

La position de la Cour d'Appel, qui n'est autre que les moyens de la partie demanderesse est critiquable à certains égards. En effet, s'il est vrai que les étrangers, hormis les droits politiques et sous réserve de la réciprocité, jouissent de mêmes droits que les nationaux, il n'est pas établi que le législateur a violé les principes généraux du droit international ainsi que la convention internationale de droit de l'homme en instituant un impôt spécifique pour les étrangers.

S'inscrire dans ce raisonnement reviendrait à souscrire à l'annulation de l'ordonnance-loi n°69-007 du 10 février 1969 sur la Contribution Exceptionnelle ou la rémunération des Expatriés alors que la Cour n'indique pas la

disposition violée de la déclaration universelle de droit de l'homme. L'institution de cet impôt spécifique pour les travailleurs expatriés est l'expression de l'exercice de la souveraineté de l'Etat dont l'objectif est de favoriser l'embauchage de la main d'œuvre nationale en décourageant celui des étrangers. Sa particularité est qu'elle ne peut être mise à la charge du bénéficiaire des rémunérations, mais doit être supportée par l'employeur lui-même, personne physique ou morale. Il s'agit donc d'une contribution qui se superpose à celle que doit supporter le travailleur sur la même rémunération brute, mais à charge de l'employeur. Ce qui est très évident dans cette décision, c'est qu'il y a eu violation de l'article 75 du Code du travail ;

2. L'article 75 prévoit notamment que le montant de rémunération doit être fixé librement par les parties. Le fait pour le Directeur Général des Contributions de fixer la rémunération de M. Remy Pascal à 500.000 NZ, constitue effectivement une violation à la liberté de fixation du montant de la rémunération entre employeur et employé. Faisant tâche d'huile, le principe énoncé dans cet arrêt est d'office applicable à la base d'imposition de la contribution des rémunérations en générale.

Cet arrêt a donc le mérite de mettre à la pratique *contra legem* de la Direction Générales des Contributions tendant à fixer la base minimum imposable en matière de contributions cédulaires sur les rémunérations

**Emery Mukendi Wafwana**

*Avocat au Barreau de Kinshasa/Gombe*

1. AZAMA LANA, Droit fiscal, Cadisec, Kinshasa, 1986, p.255.

2. L'instauration d'un impôt spécifique pour les étrangers.

